

Nous finirons par nous faire entendre !!!

La réussite incontestable de la journée de mobilisation du 22 mars 2018 a pris un relief tout particulier à la DGFIP. C'est en effet par une participation massive à la grève que les agents des Finances Publiques ont manifesté leur colère face à l'opération de démantèlement de leur administration.

Après le code du travail et des réformes au bénéfice des plus riches, le gouvernement s'attaque aux services publics et notamment à la Fonction Publique dans ses trois versants. En parallèle au dépeçage de la SNCF et du statut des cheminots, le gouvernement s'en prend frontalement au statut des fonctionnaires, aux missions qu'ils exercent, et annonce 120 000 suppressions d'emplois dont 50 000 au sein de la Fonction Publique d'Etat.

Son projet de transformation de l'action publique « CAP 2022 » est inacceptable. Le gouvernement a franchi un nouveau cap en préconisant le recours accru aux non-titulaires, le renforcement de la rémunération au mérite, la diminution du nombre des instances de représentation du personnel et un plan de départs volontaires.

C'est dans ce contexte que notre administration fiscale, comptable et foncière est impactée de plein fouet.

Objectif : la destruction de la DGFIP !

Ainsi, dans le cadre des 50 000 suppressions d'emplois dans la fonction Publique, ce sont entre 16 et 18 000 emplois qui pourraient disparaître à la DGFIP d'ici 2022 ! Nous connaissons déjà :

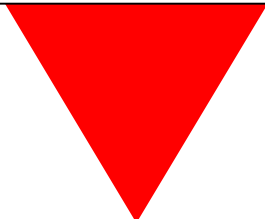
- la casse des règles de mutations pour favoriser les restructurations en généralisant la mobilité,
- la mise en place des «plateformes» RH,
- les restructurations territoriales et structurelles avec l'ASR.

Les départs à la retraite à la DGFIP ne suffiront pas à atteindre ce chiffre ; ainsi, avec la mise en place d'un plan de départs volontaires et la mobilité forcée en cas de restructuration, un plan social est d'ores et déjà annoncé à la DGFIP.

C'est dorénavant sur la base de la forte mobilisation à la DGFIP que les revendications doivent être enfin respectées. Le temps de l'écoute est venu.

Les collègues sont de plus en plus nombreux chaque jour dans les Assemblées Générales de personnel organisées par les intersyndicales locales. Chaque jour de nouvelles mobilisations se construisent, avec des processus plus ou moins avancés, mais toujours avec l'idée de plus en plus présente de la reconduction de la grève et du blocage (DRFIP de Paris, DDFIP Isère, Val de Marne, Nord, Pyrénées Orientales, Nord, Ille et Vilaine...).

Le temps est venu d'amplifier ce mouvement, qui commence à inquiéter un gouvernement qui multiplie des opérations de communication, qui ne parle que de concertation, tout en affichant une attitude qui se veut inflexible.



**Parlons-en à la DNEF,
Lundi 16 avril à 14h00
En salle 04-Sorbonne**



Adresse intersyndicale aux agents de la DGFIP

DÉFENDRE PAR TOUS LES MOYENS **LA DGFIP ET LE SERVICE PUBLIC** **TOUS ENSEMBLE**

L'intersyndicale DGFIP, Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, F.O.-DGFIP et CFDT Finances Publiques réunie le 4 avril 2018 s'adresse à l'ensemble des personnels de la DGFIP pour appeler à la poursuite de la mobilisation, fort, du taux de grève de 40 % le 22 mars 2018.

Pour les organisations syndicales représentatives, les attaques initiées par le Gouvernement, bien aidées par les précédents, contre le Service Public au cas particulier la DGFIP, sont un danger bien réel.

Notre engagement unitaire est également celui pour la sauvegarde et le développement des missions publiques. Il n'y a pas de préservation de l'intérêt général sans une Fonction publique pleinement reconnue, pas de service public de haut niveau sans les moyens nécessaires à son fonctionnement, pas de garantie de neutralité et d'impartialité vis-à-vis du citoyen sans l'appui du statut. Moins de fonctionnaires c'est moins de service public.

La Direction générale des Finances Publiques de par la nature et la diversité de ses missions est au cœur de l'État et de l'action publique.

S'obstiner à ne pas reconnaître la dimension républicaine et d'intérêt général de notre administration, c'est mettre en danger l'ensemble des services publics et la cohésion sociale

Les organisations Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, F.O.-DGFIP et la CFDT Finances Publiques appellent l'ensemble des personnels à s'inscrire dans toutes les actions et initiatives locales quelles que soient leurs formes (grève, distribution de tracts au public, conférence de presse, blocage de sites ...) en s'appuyant sur la campagne déclarative qui doit être un temps fort de revendication et d'expression de l'exaspération des agents de la DGFIP.

L'intersyndicale DGFIP tiendra une conférence de presse le 16 avril 2018.

Pour concrétiser cette mobilisation, une journée morte à la DGFIP, déclinée sur l'ensemble du territoire, est envisagée à une date déterminée en fonction des mobilisations locales.

Pour les syndicats représentatifs de la DGFIP, les enjeux de la période sont tels qu'elles nécessitent une riposte d'ampleur dans l'ensemble des services mais aussi dans la durée.

L'intersyndicale se réunira à nouveau le 16 avril 2018 pour faire un point des mobilisations et définir les suites...

Sans attendre, elles demandent à être reçues par le Directeur Général et le Ministre pour engager un dialogue sur l'avenir des missions et des personnels.

TOUS ENSEMBLE EXIGEONS:

- l'arrêt des suppressions d'emplois et la création des emplois statutaires à hauteur des besoins
- l'attribution des moyens propres à garantir la pérennité de toutes nos missions
- d'en finir avec la dégradation continue de nos conditions de travail
- de préserver et développer le maillage territorial, seule garantie d'un service public de proximité

RV Lundi 16 avril à 14h00
En salle 04-Sorbonne